



COURRIEL : [REDACTED]

Le Stade

Montréal, le 26 septembre 2018

La Tour

[REDACTED]

Le Centre sportif

**OBJET : Votre demande d'accès à l'information du 19 septembre 2018
N/Dossier No: DAI 357**

L'Esplanade

Financière Sun Life

[REDACTED]

La présente a pour but de répondre à votre demande du 19 septembre dernier adressée à notre organisme en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1) (ci-après appelée la « Loi ») et ayant pour objet l'accès et l'obtention des documents suivants:

«I would like to request support documents for the Regie des installations olympiques' budget reports for 2016 and 2017. As well some documents of what the budget was spent on.»

Après analyse, nous consentons à vos demandes, nous invoquons au soutien de notre décision l'article 1 de la Loi, et nous vous invitons à prendre connaissance de nos états financiers pour les années 2016 et 2017 qui sont reproduits dans nos rapports annuels qui peuvent être consultés sur Internet aux adresses suivantes : https://parcolympique.qc.ca/wp-content/uploads/2017/04/RapportAnnuel_2016_FINAL.pdf et https://parcolympique.qc.ca/wp-content/uploads/2018/04/RapportAnnuel_2017_Final.pdf. Pour ces deux années, les informations demandées se trouvent aux pages 73 et suivantes.

Nous portons à votre attention que l'année financière de notre organisme débute le 1^{er} novembre et se termine le 31 octobre annuellement.

Conformément à l'article 135 de la Loi, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information. Vous trouverez ci-joint une note explicative à ce sujet et l'extrait pertinent de la Loi.

Veuillez agréer, [REDACTED] l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Jeani Puvion

Me Denis Privé

Secrétaire général et Vice-président des Affaires juridiques et corporatives
Responsable de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels
p.j.

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Édifice Lomer-Gouin
575 rue Saint-Amable
Bureau 1.10
Québec (Québec) G1R 2G4

Tél : (418) 528-7741
Télé : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Bureau 18.200
500, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec) H2Z 1w7

Tél : (514) 873-4196
Télé : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).